



BURKINA FASO
MINISTRE DE LA CULTURE,
DES ARTS ET DU TOURISME



Atelier de renforcement des capacités
des membres de l'Equipe nationale chargée de l'élaboration du 2^{ème}
Rapport périodique quadriennal du Burkina Faso sur la Convention
2005 de l'UNESCO

DOCUMENT DE PRESSE



A Bobo-Dioulasso, le 26 janvier 2017

Vers une redynamisation du secteur culturel burkinabè

Accueilli par le CERA/V/Afrique à Bobo-Dioulasso dans le cadre du projet « Renforcer les libertés fondamentales à travers la promotion de la diversité des expressions culturelles » financé par le Gouvernement de la Suède avec l'UNESCO, et après l'ouverture officielle des travaux le 30 novembre dernier par une consultation publique (Ouagadougou), se termine aujourd'hui le premier atelier de travail de l'équipe nationale du Burkina Faso pour l'élaboration du 2ème rapport périodique (2017) à la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO).

L'équipe est composée de représentants des autorités gouvernementales, d'acteurs de la société civile, des médias et de professionnels de différentes filières. Leur mission est d'analyser les évolutions et les résultats accomplis après le premier rapport de 2013 mais également de profiter de ce travail de recensement approfondi et participatif pour orienter les actions futures contribuant à appuyer la créativité des Burkinabè. « Il s'agit aussi d'identifier les opportunités à saisir et les défis à relever pour promouvoir les industries créatives et la diversité des expressions culturelles », comme l'a déclaré Dr Stanislas Bemile MEDA, Secrétaire général du Ministère de la culture, des arts et du tourisme.

La culture est au cœur de l'impulsion d'un développement durable. Le Burkina Faso est activement engagé à positionner la culture à sa vraie place afin qu'elle cesse d'être vue comme le « parent pauvre » de l'Etat. En effet, la culture et la créativité sont des clés essentielles du développement économique, de la cohésion sociale et de la bonne gouvernance.

Du 24 au 26 janvier 2017, les experts formant l'équipe nationale ont d'ores et déjà fait un premier constat des avancées réalisées depuis 2013 telles que la création du Fonds du Développement Culturel et Touristique (FDCT) et l'adoption du statut de l'artiste.

La question du numérique et de son impact sur la diversité des médias, la liberté d'expression et la création artistique font également objet d'étude. Nombre de défis restent également à relever afin de capter le plein potentiel de ce secteur qui emploie déjà plus que 2% des actifs occupés du Burkina Faso. Ils feront l'objet d'analyse par l'équipe nationale, avec d'autres Ministère et les différentes parties prenantes du développement culturel, dans le cadre de l'élaboration de ce 2^{ème} rapport attendu pour le 30 avril 2017.

Une série de politiques et mesures ont émergé des échanges et méritent d'être évaluées au niveau national, mais aussi et surtout mieux connues à l'international.

L'atelier a permis d'établir un état des lieux du vaste travail mené par le Burkina Faso pour promouvoir la diversité des expressions culturelles depuis la soumission de son premier rapport en 2013. Celui-ci démontrait déjà le poids du secteur culturel dans le développement économique et social.

Ainsi, l'expérience pionnière du Burkina Faso dans l'intégration de la culture dans ses stratégies nationales de développement se reflète dans l'adoption de la SCADD et récemment du Plan national de développement économique et social (PNDES). De même, l'articulation du dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile autour des enjeux de la diversité des expressions culturelles, par exemple à travers les cadres de concertation avec les donateurs, est déjà bien ancrée au Burkina Faso et pourrait être

renforcée avec la mise en place d'un mécanisme de consultation permanent sur la Convention de 2005.

Le travail interministériel, essentiel à la création d'un environnement favorable à la diversité des expressions culturelles, est également amorcé, notamment à travers le renforcement de l'éducation artistique des enfants et des jeunes, dont l'étude avait été soutenue par l'UNESCO, dans le cadre du projet UNESCO/UE de renforcement des systèmes de gouvernance de la culture.

L'un des premiers pays à ratifier la Convention dès 2006, le Burkina Faso demeure activement engagé dans sa mise en œuvre au niveau national et sa promotion au niveau international. "Le Burkina Faso a un grand potentiel permettant de dynamiser son secteur culturel d'une manière innovante et inclusive en offrant l'exemple de comment la Convention de 2005, lorsqu'elle est mise en œuvre intelligemment, peut impacter le développement durable et la cohésion sociale", indique Désiré OUEDRAOGO, coordinateur de l'équipe nationale. Le deuxième rapport périodique du Burkina Faso, dont la rédaction est actuellement en cours, offrira les pistes d'action en ce sens.

Liens :

- Agenda
- Membres de l'équipe nationale burkinabè





